



**HAL**  
open science

# Voix du pouvoir populaire, voix des institutions: la gauche chilienne face aux ‘hoquets du temps brisé’ du gouvernement Allende (1970-1973)

Franck Gaudichaud

## ► To cite this version:

Franck Gaudichaud. Voix du pouvoir populaire, voix des institutions: la gauche chilienne face aux ‘hoquets du temps brisé’ du gouvernement Allende (1970-1973). *Les Langues néo-latines: revue de langues vivantes romanes*, 2015, Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône Sud (1964-1976), <http://www.neolatines.com/snl/wp-content/uploads/Colloque-Grenoble-5.pdf>. hal-01928642

**HAL Id: hal-01928642**

**<https://hal.science/hal-01928642>**

Submitted on 15 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

## **VOIX DU POUVOIR POPULAIRE, VOIX DES INSTITUTIONS : LA GAUCHE CHILIENNE FACE AUX « HOQUETS DU TEMPS BRISÉ » DU GOUVERNEMENT ALLENDE (1970-1973)**

Franck GAUDICHAUD

Université Grenoble-Alpes

Institut des Langues et Cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie (ILCEEA)- EA 7356

### **(Re)penser la « voie chilienne vers le socialisme »**

Si le processus révolutionnaire qu'a représenté l'époque de la « voie chilienne vers le socialisme » et du gouvernement Allende (1970-1973) a été largement étudié au cours des 40 dernières années, les formes d'organisations populaires et ouvrières qui ont accompagné cette expérience restent encore le parent pauvre de l'historiographie, au profit d'études plus centrées sur la figure du Président Allende, les partis politiques, le gouvernement ou l'intervention états-unienne. Même s'il faut reconnaître qu'une nouvelle génération de chercheurs chiliens est en train de combler, lentement mais sûrement, cette lacune<sup>1</sup>. Dans les pages qui suivent, nous proposons, afin d'aiguiser l'appétit et l'intérêt d'étudiants, enseignants et chercheurs éventuellement intéressés par ces thématiques, un aperçu de notre travail de thèse de doctorat consacré au « pouvoir populaire » chilien durant ces « mille jours qui firent trembler le monde », en restituant l'essentiel de la conclusion de l'ouvrage qui en est issu<sup>2</sup>. Notre objectif a été essentiellement de mettre l'accent sur ces données originales, qui prennent racine dans le tourbillon du mouvement ouvrier et au sein des *poblaciones*<sup>3</sup>, durant le gouvernement de l'Unité Populaire : cette coalition de gauche organisée autour de grands partis ouvriers et marxisants (le parti socialiste - PS et le parti communiste - PC), qui gagne l'exécutif en septembre 1970, tout en restant minoritaire sur le plan électoral et parlementaire (un fait majeur pour comprendre cette histoire tragique)<sup>4</sup>.

Notre recherche cherche à montrer qu'au cœur de cette période d'affrontements sociaux et de bouleversements politiques ont surgi diverses tentatives « par en bas » de ce que nous avons proposé de nommer *pouvoir populaire constituant*, une notion que nous proposons de définir

---

<sup>1</sup> Franck GAUDICHAUD, « A 40 años del golpe. Historiografía crítica y pistas de investigación para (re)pensar la Unidad Popular (1970-1973) », *Revista Tiempo Histórico*, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, N° 6, Santiago, 2013, pp. 63-79, <http://bibliotecadigital.academia.cl/bitstream/123456789/1729/1/063-079.pdf> (consulté le 22 décembre 2015).

<sup>2</sup> Franck GAUDICHAUD, *Chili (1970-1973). Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes - Institut des Amériques, Rennes, 2013. Le présent article est une version légèrement modifiée pour la revue de la *Société des Langues Néo-Latines* du chapitre « Le Chili sous Allende ou la discordance des temps révolutionnaires » paru dans Francis DESVOIS et Hélène FINET, *Chili 1973-2013. Mémoires ouvertes*, Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches A. Latines, 2015.

<sup>3</sup> Quartiers populaires et périphériques des principales grandes villes.

<sup>4</sup> Allende gagne la présidence avec 36,6% des voix en 1970 ; en mai 1971, les élections municipales offrent 48,6% des voix à la coalition et 43,3% des électeurs votent pour l'UP lors des élections parlementaires de mars 1973.

comme la création d'expérimentations sociales et politiques de contre-pouvoir et contre-hégémonies organisés, conduisant à de nouvelles formes d'appropriations collectives populaires et à une remise en cause – totale ou la plupart du temps partielle – des relations de production, des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, spatiales et des mécanismes de domination matériels ou symboliques. C'est précisément là que pourrait se situer la véritable originalité du processus chilien, au-delà du caractère – effectivement inédit – du projet de transition intentionnelle vers le socialisme allendiste<sup>5</sup>. Et si l'on scrute les diverses facettes de cette ébullition collective qui a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de salariés, *pobladores* et militants de gauche, on voit poindre une « grammaire de la contestation »<sup>6</sup> peu connue de l'Unité populaire (UP). Cette « idée-force »<sup>7</sup> est celle du *pouvoir populaire*, mais dans ce ciel agité, une étoile a brillé plus fortement que d'autres : l'histoire des Cordons industriels. Apparus la plupart du temps en périphérie des grandes villes, ce sont des organismes territoriaux de coordination ouvrière, regroupant les syndicats de plusieurs entreprises d'une zone urbaine spécifique, avec pour but immédiat la concrétisation de revendications telles que l'extension du secteur nationalisé, le contrôle ouvrier de la production, l'autodéfense des usines, l'augmentation des salaires ou encore, à moyen terme, l'instauration d'une nouvelle architecture institutionnelle, basée sur des conseils populaires communaux et provinciaux. Les « Cordons » dessinent ainsi une nouvelle topographie des luttes en milieu urbain, aux côtés d'autres acteurs du mouvement social. Ils s'ancrent progressivement dans une ville en lutte et des territoires appropriés par et pour des classes populaires massivement mobilisées.

Cherchant à éviter de nouvelles interprétations réductionnistes ou antinomiques sur une expérience révolutionnaire complexe, cette histoire du *poder popular* lève le voile sur une dynamique diachronique entre le mouvement ouvrier et le projet de transition vers le socialisme de la gauche, entre l'espace des mobilisations collectives et leur tentative de canalisation par les partis, entre la logique tellurique des conflits de classes et la volonté du gouvernement Allende de suivre le temps institutionnel d'une révolution pacifique. L'intérêt d'une telle analyse interactionnelle entre la *voix de la rue* et la *voix des institutions*, notamment celle du gouvernement, est évident. Elle souligne les « passerelles » entre « mondes *mouvementistes* » et partisans, entre les gauches et leurs « bases sociales », entre le « camarade-président » et le mouvement ouvrier<sup>8</sup>. Pourtant, dans cette période révolutionnaire, cette interaction devient de plus en plus tendue et conflictuelle au fur et à mesure que le projet allendiste entre en crise et que se radicalisent aussi bien les secteurs populaires qui appuient le gouvernement que l'opposition de droite et d'extrême-droite (avec le soutien calculé de la CIA). La discordance des temps sociaux et politiques de l'Unité populaire est ainsi dévoilée comme une donnée capitale de cette période. Durant cette période, s'affirme nettement ce que le philosophe Daniel Bensaïd nommait les « hoquets du temps brisé » du conflit social<sup>9</sup>. Les récits de vie permettent de restituer la dimension microsociale de cette dialectique et d'entrevoir ce qui s'est passé dans une usine, un syndicat ou lors de l'assemblée d'un Cordon industriel. Bref, de comprendre de quelle manière

<sup>5</sup> Peter WINN, *La revolución chilena*, Santiago, LOM, 2014.

<sup>6</sup> Irène PEREIRA, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>7</sup> Pour Pierre Bourdieu, « la force proprement politique de l'idée réside en dernière analyse dans la force du groupe qu'elle peut mobiliser » (« Questions de politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°16, 1977, pp. 55-89).

<sup>8</sup> Simon LUCK, Stéphanie DECHEZELLES (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, PUR, 2011, p. 20.

<sup>9</sup> Daniel Bensaïd, *La discordance des temps*, Paris, Les éditions de la Passion, 1995.

l'action collective et les engagements individuels se sont combinés avec l'affrontement politique global<sup>10</sup>.

Durant le gouvernement Allende, les appareils politiques qui accompagnent les actions collectives protestataires sont majoritairement représentés par les partis qui composent l'UP (principalement le PC et le PS). Des organisations partisans qui contrôlent le pouvoir exécutif, une partie (minoritaire) du Parlement et toujours une large fraction du syndicalisme comme du mouvement *pobladores*. Ces partis organisent et s'appuient sur des luttes sociales qui explosent littéralement dans tout le pays à partir de 1970. Parallèlement, l'objectif tactique de la gauche gouvernementale est de réussir à canaliser les agents sociaux mobilisés autour du programme « étapiste » de la révolution institutionnelle et pacifique<sup>11</sup>. Ceci tandis que le chemin pris par les actions collectives s'engage dans un cours ascendant, extrêmement difficile à contenir dans de telles limites. Ainsi, comme dans la plupart des phénomènes prérévolutionnaires, ce petit « pays allongé » du Cône sud connaît une dynamique de débordement, non seulement des partis de gauche, mais aussi de l'ensemble des pouvoirs institués de représentation politique ou de médiation sociale. Parti d'une relation très étroite, presque symbiotique, que l'on pourrait qualifier d'hétéronome, on décèle une différenciation toujours plus nette entre l'espace du mouvement ouvrier et le champ partisan. Finalement, au cours de ces mille jours, se chevauchent des formes de « pouvoir populaire institutionnalisé » (sous contrôle du gouvernement), avec diverses déclinaisons de « pouvoir populaire constituant » jaillies de la base. Le « flux de conflit » étudié peut être divisé en plusieurs « épisodes », liant diverses « séquences d'interactions conflictuelles »<sup>12</sup> au cours desquelles s'affirment des formes différentes, voire asymétriques, mais combinées, de participation des classes dominées et agents mobilisés au processus du changement social. Dans une vision synchronique, nous pouvons dégager trois grandes séquences successives.

### **Les trois respirations saccadées du pouvoir populaire**

La première séquence va de l'élection d'Allende à la grande grève menée par l'opposition et le patronat, en octobre 1972. Elle est marquée par une forte identification entre l'UP et sa base sociale. Le gouvernement s'appuie résolument sur le salariat organisé et favorise des mobilisations collectives, massives, festives, enthousiastes, dans tout le pays. Il lance un vigoureux programme de réformes démocratiques, de redistribution des richesses et met fin à la répression étatique contre les mouvements sociaux, créant ainsi une structure ouverte d'occasions politiques. C'est la notion de participation institutionnalisée qui prime : comités de l'Unité populaire, comités de ravitaillement (JAP), système de participation des salariés dans le secteur nationalisé, comités de surveillance de la production pour le privé. Il s'agit d'une participation impulsée et dirigée depuis l'État, restreinte à certaines couches sociales spécifiques, sur

---

<sup>10</sup> Voir notre livre d'histoire orale et recueils de témoignages : Franck GAUDICHAUD, *Poder Popular y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago, LOM-DIBAM, 2004.

<sup>11</sup> Selon l'historien chilien Rolando Álvarez, il serait plus juste de parler de voie « non armée » vers le socialisme : Rolando ÁLVAREZ, *Arriba los pobres del mundo. Identidad y cultura política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura. 1965-1990*, Santiago, LOM, 2009.

<sup>12</sup> Pour employer la terminologie de Charles Tilly et Sidney Tarrow dans leurs analyses des politiques du conflit. Charles TILLY, Sydney TARROW, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 347.

lesquelles le gouvernement cherche à s'appuyer en priorité. Rapidement, plusieurs initiatives de ce type ont tourné court. C'est le cas des comités de l'Unité populaire, qui périclitent faute d'un projet politique concret. D'autres ont montré leurs limites, comme les JAP qui, malgré leur contribution réelle au combat contre le marché noir, restent sans pouvoir réel ; ou tels les comités de surveillance du secteur privé, qui ne se sont jamais vraiment mis en place, de peur de s'attirer les foudres de la petite et moyenne bourgeoisie. Fondamentalement, le projet de l'UP possède de nombreux traits de productivisme, dans le sens où il insiste davantage sur la « bataille de la production » que sur l'importance de la praxis participative de l'ensemble des classes populaires. Ce que l'historien Gabriel Salázar désigne, de manière volontairement provocatrice, comme un projet de « réformes pour le peuple, sans le peuple ».

L'une des mesures phares prises par l'UP en faveur d'une transformation progressive des relations sociales de production a été d'implanter un système de cogestion dans les entreprises nationalisées, en accord avec la CUT (*Central Única de los Trabajadores*), la grande confédération syndicale fondée en 1953 par Clotario Blest. La constitution (et l'extension) de l'Aire de propriété sociale est l'une des pierres de touche de cette période, puisqu'elle accentue le contenu et la radicalité des conflits entre capital et travail, en même temps qu'elle amorce un riche essai d'appropriation sociale de la sphère productive par les salariés. Cependant, dans ces usines, pour la plupart de grande taille, on a pu décrire au travers de cas concrets, certaines formes d'*hétérogestion* et, parfois, un paternalisme éloigné de la geste autogestionnaire souhaitée par les militants ouvriers. De même, l'épineuse question de la propriété des entreprises n'a jamais été résolue complètement par le gouvernement, qui a dû affronter un Parlement hostile et un appareil judiciaire qui lui refuse le droit de nationaliser.

Progressivement, l'énergie libérée « par en bas » s'étend, par capillarité, depuis les secteurs ouvriers les plus organisés jusqu'aux couches populaires subalternes. L'extension et la diffusion de l'action collective à un sujet social toujours plus ample se retourne contre le projet de réformes institutionnelles et graduelles de l'UP. Les dirigeants syndicaux des moyennes entreprises laissées dans le privé par le gouvernement, des *pobladores* liés à l'aile « rupturiste » de la gauche, des militants souvent jeunes et critiques envers leurs directions politiques, deviennent les têtes de file d'un mouvement où s'entremêlent, de manière féconde, rénovation générationnelle, identités populaires insurrectionnelles et radicalisation politique. Indéniablement, cette impulsion a pour racines une modernisation accélérée de forces productives qui se trouvent de plus en plus à l'étroit dans le cadre de relations sociales de production très souvent archaïques.

La seconde respiration du pouvoir populaire prend son souffle avec la grève d'octobre 1972, pour finir en juin 1973. Le trait essentiel de cette étape est le surgissement d'organisations indépendantes de l'exécutif, tels que les Cordons industriels et, dans une moindre mesure, les Commandos communaux, ainsi que divers comités liés au mouvement *pobladores*. Néanmoins, cette étape souligne avec force que le mouvement *pobladores* est une partie essentielle du pouvoir populaire urbain. Plusieurs expériences collectives menées par ces agents sociaux montrent l'importance de leurs mobilisations et comment ils parviennent à interpeller l'État central sur leur situation en ce qui concerne le transport, le logement, la santé, etc. Le cas du *Campamento Nueva La Habana* apparaît à ce titre symbolique, même s'il reste tout à fait exceptionnel<sup>13</sup>. Cette tentative de village autogéré représente un embryon de pouvoir populaire constituant local. Par contre, à l'image des autres secteurs du mouvement *pobladores*, ce

---

<sup>13</sup> Boris COFRE S., *Campamento Nueva La Habana: el MIR y el movimiento de pobladores 1970-1973*, Concepción, Escapate, 2007.

*campamento* n'a pas vu l'écllosion d'une véritable « révolution culturelle », et ses habitants restent insérés dans une relation verticaliste dans leurs rapports avec les cadres du MIR. Quant à l'apparition des Commandos communaux, si elle confirme la tendance à l'unification des secteurs subalternes (qui s'accélère durant la grève d'octobre 1972), il apparaît que leur praxis réelle est largement mythifiée.

À partir de la mi-1972, la toile de fond avec laquelle doit composer l'Unité populaire est celle d'une grave crise économique où s'autoalimentent inflation et marché noir, consciemment organisés par la bourgeoisie et l'opposition. Les classes dominantes, après avoir centré leurs attaques sur le gouvernement, se préparent à agir résolument en dehors du cadre institutionnel. Produit de cette accumulation de tensions, une inquiétante division au sein du gouvernement se dessine, entre un secteur « rupturiste » et un pôle plus modéré. Le phénomène apparaît avec éclat à l'occasion de l'assemblée de Concepción, durement condamnée par Allende et le PC, têtes de file de l'aile « gradualiste ». Mais c'est surtout le déphasage croissant entre, d'un côté, le gouvernement, les directions des partis, et, de l'autre, les salariés et certains militants de base, qui signe la crise de représentation que vit l'ensemble de la gauche partisane. La montée en flèche des mobilisations ouvrières ne pouvait manquer de faire trembler la CUT, même si celle-ci parvint à maintenir une stabilité de façade lors des élections syndicales nationales de mai 1972. Face à la rapide offensive de l'opposition, aux difficultés croissantes du gouvernement Allende (attaqué depuis l'intérieur du pays, mais aussi par l'impérialisme), à l'intégration étatique croissante de la CUT, certaines fractions du mouvement social recherchent de nouvelles formes d'expression autonomes. « L'Octobre chilien » est, en ce sens, une véritable épreuve du feu. On assiste à la création d'auto-organisations multiples, où se combine l'activité de plusieurs couches sociales dans un grand mouvement destiné à défendre le gouvernement, mais qui va aussi bien au-delà des limites du programme de la gauche parlementaire. Le système institutionnel dans lequel s'est progressivement enlisée l'Unité populaire apparaît tout à coup obsolète. Le gouvernement et la CUT sont comme paralysés face à la vigueur de l'offensive, et c'est essentiellement depuis la base que surgit la résistance, donnant – temporairement – une consistance aux consignes de pouvoir populaire. Au niveau de l'industrie, ces coordinations de caractère horizontal et territorial répondent massivement au boycott patronal, par une vague d'occupations d'usines et, dans certains cas, par une remise en route de l'appareil productif sous contrôle ouvrier. Cette autodéfense ouvrière entre en adéquation avec la mobilisation au sein des entreprises de l'Aire de propriété sociale. Ainsi, plusieurs *Cordons en soi*, existant dans le paysage urbain des grandes villes, s'auto-organisent sur des bases politiques radicales et tentent de se forger en tant que *Cordons pour soi*, au sein d'espaces de lutte bien déterminés, très ancrés localement. Ils sont le résultat « d'un ensemble de processus moléculaires d'unification interne du mouvement ouvrier », qui dépasse le caractère corporatiste des syndicats et la division sociale du travail<sup>14</sup>.

La décentralisation de l'activité politique est telle, la dynamique de socialisation et d'intermédiation des actions collectives si importante que, de sujets passifs au sein d'un processus de réformes par étapes, des pans entiers des couches dominées passent « à la condition de sujets déterminants dans le monde matériel et social qui les entourent »<sup>15</sup>. Nous sommes alors clairement face à une conjoncture fluide de profonde crise politique. Cependant, après chaque

---

<sup>14</sup> Luis CRUZ SALAS, « Estado, partidos y movimiento obrero » in Luis VITALE (ed.), *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet*, Santiago, Ed. Chile America – CESOC, 1999, pp. 410-411.

<sup>15</sup> Gabriel SMIRNOW, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle en Sociologie, 1977, p. 85.

épisode de déssectorisation de l'espace social, les organes embryonnaires de pouvoir populaire se trouvent pris entre leur fidélité à Allende (qui leur demande de respecter ses engagements institutionnels) et le désir de maintenir la pression sociale pour faire avancer la transition. Cette indécision les entraîne dans une période de reflux, de démobilisation et de nouvelle séparation entre les divers agents en lutte (ouvriers, *pobladores*, étudiants, etc.), alimentée, qui plus est, par les nombreuses divisions de la gauche. Au final, le pouvoir populaire s'en remet à Allende (comme le montre la fameuse lettre, désespérée, des Cordons de Santiago, datée du 5 septembre 1973).

Rapidement, le gouvernement reprend le contrôle de la situation et canalise sa base militante, très active dans les embryons de pouvoir populaire. Le président de la République adopte alors une instable position de modérateur des conflits sociaux, s'engage dans d'interminables négociations avec la Démocratie chrétienne (toujours plus droitière) et cherche à freiner les options de pouvoir populaire constituant, dans la mesure où elles remettent en cause ses engagements légaux. Cette tactique passe également par l'intégration croissante de l'appareil syndical à l'État et par une invitation pressante faite aux forces armées, afin que ses plus hauts officiers s'investissent dans la gestion publique. Assumant, tant bien que mal, ce rôle d'arbitre *sui generis* du conflit de classe, la fraction modérée de l'UP – surtout le PC – condamne vigoureusement le « gauchisme » des occupations d'usines, tout en accusant le MIR d'en être l'instigateur. Pourtant, le « camarade Président » a également l'intelligence politique de reconnaître le rôle essentiel joué par l'auto-organisation du mouvement social, louant notamment les Cordons industriels pour leurs actions décisives. Soufflant le chaud et le froid, l'Unité populaire nationalise à tour de bras, nomme des administrateurs (*interventores*) en même temps qu'elle abandonne au secteur privé les salariés de nombreuses entreprises occupées, jugées « non stratégiques ». On retrouve la même logique d'entre-deux en ce qui concerne le thème du ravitaillement et les relations de l'exécutif avec le mouvement *pobladores*. D'où les nombreuses marches et barricades des Cordons industriels face au projet gouvernemental « Prats-Millas » (qui envisageait de rendre un grand nombre d'usines occupées à leurs propriétaires), les mobilisations de *campamentos* dans le centre de la capitale et en province, ou encore, l'apparition de Commandos de ravitaillement direct, destinés à dénoncer le manque d'initiatives gouvernementales sur la sphère de la circulation des marchandises.

Cette dynamique de balancier qui laisse insatisfaites de nombreuses revendications populaires, mais ne rassure pas pour autant les couches moyennes et supérieures de la société, se reproduit durant la troisième séquence des politiques du conflit de l'UP, c'est-à-dire à partir de la tentative de putsch de juin 1973 (le *tancazo*). À cette date, la contre-révolution est déjà en marche. La figure tutélaire du militaire devient omniprésente à tous les niveaux et le rapport de force général se dégrade considérablement pour les militants et le mouvement social. La gauche parlementaire ne désire pas appuyer un pouvoir populaire qui pourrait faire surgir une dualisation par rapport aux institutions en place (comme le réclame le MIR). Le débat sur le pouvoir populaire est alors à son apogée et l'ensemble des organisations politiques du pays reconnaît sa puissance potentielle, soit pour le condamner au nom du danger de la « dictature marxiste », soit pour tenter d'en canaliser la force. Plus que jamais, les Cordons industriels possèdent une image déformée, démesurément grossie sur la scène politique nationale, alimentée par certains journaux proches de la gauche « rupturiste » et sans commune mesure avec leurs capacités de mobilisation réelles.

Le pouvoir populaire possède néanmoins un répertoire d'action collective ample et diversifié, assez classique, mais vigoureux, qui lui permet de s'affirmer comme un acteur important. Certaines journées de mobilisations s'avèrent même exceptionnelles, comme celles de

juin et juillet 1973. Cependant, voir dans les Cordons industriels des « soviets à la chilienne »<sup>16</sup> tient d'une « illusion héroïque », dans le sens avancé par Michel Dobry dans son étude des crises politiques<sup>17</sup>. Ils ne possèdent pas d'organisation permanente et démocratique basée sur des délégués élus en assemblée, représentant les centaines de milliers de salariés de leur zone. En fait, la participation politique de la majeure partie de la classe ouvrière et du mouvement social urbain a été garantie seulement dans des conjonctures déterminées et défensives (grève d'octobre, *tancazo*). Une fois la situation stabilisée, la grande majorité des salariés réintègrent l'orientation « gradualiste » du gouvernement, qui représente toujours l'espoir. Entre-temps, les activités des organes de pouvoir populaire sont assurées par quelques minorités actives, quelques centaines d'individus, souvent eux-mêmes compromis politiquement avec les partis gouvernementaux. Dans ces conditions, la structuration de « Commandos communaux de travailleurs », articulant un large bloc social et prêts à prendre en charge démocratiquement la gestion d'une commune, voire d'une province, n'a été qu'un rêve éveillé. Les caudillismes militants, les pratiques « substitutionnistes » des partis, affectent également la dynamique démocratique et autogestionnaire du pouvoir populaire. Et la distanciation symbolique, culturelle, entre dirigeants et ouvriers, entre cadres militants et *pobladores*, entre hommes et femmes, sont des données qui ont continué de peser.

Ainsi, divisions historiques et sectorisation du mouvement social (à l'intérieur de la classe ouvrière, entre le mouvement ouvrier et les *pobladores*, entre dirigeants politiques et base sociale) sont, malgré tout, restés la norme. Les essais de coordination provinciale ont été trop tardifs et court-circuités par les divisions de la gauche, et, particulièrement, par un débat sans fin sur la relation houleuse entre la CUT et les Cordons. Depuis l'extérieur de l'UP, le MIR participe activement, et dans la mesure de ses moyens, aux mobilisations. Avec fébrilité, ses partisans cherchent à construire un « pouvoir dual » qui serait la cellule de base de la nouvelle société à venir. Le MIR a pourtant largement sous-estimé l'importance des initiatives de centralisation des Cordons industriels. Restée minoritaire, la jeune organisation de Miguel Enríquez s'est essentiellement positionnée dans le champ politique comme une force de pression sur l'exécutif, incapable d'incarner une alternative crédible aux yeux de larges secteurs du mouvement ouvrier. Parallèlement, l'appareil de la CUT cherche à absorber sous sa coupe les Cordons industriels, pendant que les dirigeants communistes multiplient les manœuvres pour réussir à les arracher des mains du PS et des « gauchistes ». Apeuré par une dynamique libertaire qu'il ne contrôle pas, le parti fondé par Luis Emilio Recabarren n'a pas su intégrer cette dimension du mouvement populaire, étrangère à sa conception monolithique et verticale de l'action collective. Le PS, quant à lui, héritier de son histoire de parti-mouvement « polyclassiste », a progressivement pris la tête de nombreux organes de pouvoir populaire, grâce à de jeunes militants issus de certains comités régionaux, très engagés, non sans une bonne dose d'opportunisme. De là, la posture vacillante des dirigeants socialistes des Cordons : très investis, ils critiquent durement leur gouvernement, mais, dans les moments clefs, ils sont les principaux modérateurs des ardeurs des salariés, afin de les ramener dans le giron allendiste.

---

<sup>16</sup> C'est par exemple le cas de Maurice Najman, dans son anthologie pionnière sur le sujet, *Le Chili est proche : révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, François Maspero, Coll. Cahiers Libres, 1974, p. 22. Cf. également notre anthologie qui prolonge et actualise ce premier travail de Najman : Franck GAUDICHAUD (ed.), *¡Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire chilien (1973-1973)*, Paris, Syllepse, 2013.

<sup>17</sup> Michel DOBRY, *Sociologies des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses nationales de Sciences Po, 2009.

Au cours de ces trois temps discordants du pouvoir populaire, se trouve – en filigrane – la relation dialectique entre ce que certains chercheurs ont nommé « la révolution par en bas »<sup>18</sup> (il s'agit en fait de l'auto-organisation des secteurs populaires) et la politique de réformes du gouvernement Allende. Il ne s'agit pas d'une dichotomie simple ni d'un processus réifié, cristallisé. Si le concept de *révolution par en bas* a effectivement permis de faire avancer notre vision, en attirant l'attention des chercheurs sur ce qui se trame à la base de la société, on ne peut l'envisager isolément, séparé de son contexte et de ses relations organiques avec l'UP. Sans aucun doute, ces relations tumultueuses ont permis de faire avancer, dans un premier temps, la démocratisation de la société, la politisation des couches sociales subalternes, le début de réformes progressistes radicales. Mais, une fois le cadre institutionnel débordé par des agents sociaux jusque-là en marge de la participation politique traditionnelle, cette articulation se transforme en frein pour les mobilisations. Le « constitutionalisme entêté » de l'UP, sa position minoritaire au niveau du Parlement (fait politique fondamental) et une confiance démesurée dans le légalisme des forces armées expliquent que le gouvernement ait accepté ce rôle de funambule, arbitre du conflit social. Un exécutif qui a – par exemple – laissé s'appliquer la loi sur le contrôle des armes contre les Cordons industriels ou encore toléré l'arrestation des marins de Valparaíso. Salvador Allende, fidèle jusqu'à la mort à ses principes et à ses promesses de campagne, a toujours essayé de maintenir un équilibre périlleux de conciliation, afin d'empêcher une rupture de l'ordre constitutionnel qui l'avait porté à la tête de l'État. Aucune porte de sortie ne s'est alors présentée avec assez de puissance, pour dégager les pouvoirs populaires constituants de cette relation de dépendance envers l'État et le gouvernement.

### **Éléments de conclusion. Un processus révolutionnaire sans dualité de pouvoir ?**

Au-delà de sa diversité et de ses contradictions, le pouvoir populaire urbain peut être défini comme un « pouvoir en mouvement », au sens où l'entend le politiste Sidney Tarrow. Et comme sous d'autres latitudes, il « ne peut être compris sans que soit prise en compte la centralité de l'opposition capital/travail au sein des sociétés capitalistes contemporaines »<sup>19</sup>. D'un point de vue épistémologique, ces politiques du conflit de grande ampleur soulignent qu'il serait illusoire de vouloir segmenter à l'extrême les concepts de mouvement social, mouvement ouvrier, lutte de classes, actions collectives et de processus révolutionnaire, en tentant de séparer les uns pour pouvoir mieux écarter les autres. Au contraire, des périodes comme celles de l'Unité populaire rappellent la logique ininterrompue, bien que diachronique, des grands conflits sociaux. Charles Tilly a abondamment souligné, à propos des révolutions européennes, que de la grève à la constitution d'un épisode révolutionnaire, le chemin est tortueux, et qu'il a – le plus souvent – abouti à de violentes défaites. Selon lui, au cours de telles expériences collectives exceptionnelles, il convient de distinguer deux étapes fondamentales : celle de la « situation révolutionnaire » (*revolutionary situation*) et celle du « résultat révolutionnaire » (*revolutionary outcome*), mais aussi le degré de division de la communauté politique et l'ampleur du transfert de pouvoir au cours de ce processus<sup>20</sup>. Si on se base sur ces critères, nous pouvons affirmer que,

<sup>18</sup> Peter WINN, *Tejedores de revolución, Los trabajadores de Yarur y la vía chilena al socialismo*, Santiago, LOM, 2004.

<sup>19</sup> Voir l'introduction à Sophie BÉROUD, René MOURIAUX, Michel VAKALOULIS, *Le mouvement social en France*, Paris, La Dispute/Snédit, 1998.

<sup>20</sup> Voir Charles TILLY, *From mobilization to revolution*, Reading-Massachusetts, Addison-Wesley, 1976, et, du même auteur, *Las revoluciones europeas. 1492-1992*, Madrid, Ed. Crítica, 2000.

durant l'UP, se dégage une *situation révolutionnaire* du fait de l'importante mobilisation et division de la société civile, de la profondeur de la crise du régime politique, ainsi que du poids des fractions de la population aspirant à une transformation sociale radicale. Cependant, si de telles conditions sont réunies, cela n'a pas signifié mécaniquement, pour le peuple chilien, un *résultat révolutionnaire*. C'est-à-dire, toujours selon la grille d'analyse de Tilly, une rupture de l'appareil d'État, la neutralisation des forces armées et un transfert de pouvoir dans les mains des forces révolutionnaires. Dans cette perspective, on peut affirmer que le pouvoir populaire n'a pas représenté des organes de double pouvoir, dans le sens plein du terme. Ou, dit d'une autre manière, les organes de pouvoir populaire constituant en sont restés à une phase de développement local, la plupart du temps embryonnaire, sans parvenir à représenter les cellules de base de la nouvelle organisation sociale qui hésite encore à naître. Une puissante tendance à l'auto-organisation a pourtant existé au Chili. On peut en conclure, avec Marie-Noëlle Sarget, que les organismes de pouvoir populaire

étaient porteurs d'une forme de démocratie alternative et opposée à la démocratie chilienne, basée non plus sur l'exclusion du prolétariat et des pauvres, mais sur celle des secteurs hostiles à la politique de réformes du gouvernement populaire.<sup>21</sup>

Mais ils en sont porteurs seulement comme d'une possibilité non advenue, une bifurcation éventuelle, mais vite refermée, de ce processus. On peut donc déceler un *potentiel autogestionnaire* à l'œuvre dans les périphéries des grandes villes et, au cours de la dernière année de l'UP, un début de *dualisation de pouvoir* qui ne débouche pas, comme dans l'Espagne des années trente, ou lors d'autres situations révolutionnaires latino-américaines, sur la multiplication de conseils ouvriers et paysans. Comme l'a noté le grand sociologue bolivien René Zavaleta Mercado « les partis n'allaient pas aux Cordons en abandonnant le pouvoir officiel, mais existaient, en même temps, dans le pouvoir officiel et dans les Cordons »<sup>22</sup>. Selon nous, un point important, longtemps oublié, se situe précisément ici : au-delà de ses divisions, l'ensemble de la gauche partisane et de larges fractions du mouvement social ont partagé une conception profondément étatiste du changement social. Pour l'UP, l'État n'est pas envisagé comme un obstacle pour sa stratégie de transition, mais, au contraire, comme l'un de ses outils essentiels. Cette « vision étatiste », ou *statocentrée*, est fille d'un ensemble de traditions idéologiques et culturelles, de perceptions héritées d'une formation sociopolitique qui s'est forgée au cours des années 20, au service d'une oligarchie inquiète de la progression de la « question sociale » et désireuse d'intégrer certains secteurs populaires tout en excluant sciemment la majorité de la population de l'exercice du pouvoir<sup>23</sup>. Malgré plusieurs éléments de rupture, le projet de l'UP s'inscrit, comme l'affirment les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto, dans la lignée de ces projets « nationalistes-développementistes ». Le rêve brisé de Salvador Allende a été de combiner cet héritage avec un programme de transition vers le socialisme qui en soit la prolongation, mais surtout le dépassement, grâce à la participation des classes populaires organisées. Pourtant, dans ces conditions, les organes de participation gouvernementaux comme les pouvoirs populaires embryonnaires, surgis de la base, se sont « rapidement trouvés amarrés à la geôle libérale tendue, depuis 1925, par la Constitution politique »<sup>24</sup>.

---

<sup>21</sup> Marie-Noëlle SARGET, *Système politique et Parti socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 103-106.

<sup>22</sup> René ZAVALA MERCADO, *El poder dual en América latina*, México, Siglo XXI, coll. Mínima, 1974, p. 258.

<sup>23</sup> Tomás MOULIAN, *Contradicciones del desarrollo político chileno, 1920-1990*, Santiago, LOM, 2009.

<sup>24</sup> Gabriel SALAZAR, Julio PINTO, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T. I, pp. 151-166.

Les classes dominantes ont, quant à elles, intelligemment surmonté leurs divisions et pris conscience que le cœur du problème était désormais situé en dehors du champ institutionnel. Presque instinctivement, elles comprennent qu'il ne s'agit désormais plus de conserver un pacte social forgé au sein de l'État de compromis, mais de défendre, par tous les moyens, la propriété privée des moyens de production. Ainsi que l'a montré, dans une étude novatrice, le politiste Juan Carlos Gómez, c'est précisément là que se situe « la frontière de la démocratie » chilienne tout au long du siècle. En prétendant socialiser les principaux moyens de production, tout en respectant le jeu démocratique et électoral, Allende pense pouvoir éviter l'affrontement violent. Pourtant,

le conflit autour des aires de la propriété sociale n'a jamais été résolu démocratiquement, mais il fut résolu définitivement : le droit de propriété est redevenu inviolable, garanti non pas au travers de formes constitutionnelles, mais par les forces armées<sup>25</sup>

et le terrorisme d'État. En 1974, lors de la commémoration de la première année du coup d'État, le journal *El Mercurio* a pu cyniquement féliciter les vainqueurs :

Le pouvoir populaire s'évanouit devant le bruit, l'odeur et les balles de la véritable guerre. Le peuple aura des armes proclame Allende ; néanmoins le silence devant les tanks révèle que le peuple marxiste manque encore de préparation...<sup>26</sup>

Il se dégage ainsi, depuis les années 30 jusqu'au coup d'État du 11 septembre 1973, un continuum institutionnel relatif, accompagné de la présence combinée d'une discontinuité sociale soutenue, ponctuée de luttes sociales explosives et de répressions régulièrement sanglantes<sup>27</sup>. Et c'est aussi dans une trajectoire historique encore plus vaste que s'inscrivent les pouvoirs populaires constituants de l'UP. En tentant de renouer avec les divers moments d'indépendance de classe et d'auto-organisation collective de l'histoire sociale de ce pays, ils renvoient à d'autres expériences comme, par exemple, l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale (AOAN), en 1918-1919, voire à celle des « sociétés de résistance », à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'histoire et les mémoires du pouvoir populaire ont encore beaucoup à nous dire<sup>28</sup>, bien loin d'un passé pétrifié telle la statue de Salvador Allende qui trône désormais face à la Moneda, sur la place de la Constitution, à Santiago. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les « leçons chiliennes » sont encore dignes d'enseignements, et de nombreux aspects de cette expérience collective extraordinaire restent à analyser et à découvrir<sup>29</sup>. Envisagée ainsi, la mémoire collective des trésors perdus chiliens apparaît dans toute sa modernité, avec l'ardeur d'une braise qui brûle encore. Elle nous montre ce passé qui vit en nous, ce temps révolutionnaire que l'on aurait pu croire révolu, mais dont le pouls continue à battre dans toute l'Amérique latine et ses diverses émancipations en construction actuelles<sup>30</sup>, car

la mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre – écrivait l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano –. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être un havre d'arrivée,

---

<sup>25</sup> Juan Carlos GÓMEZ, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago, LOM, 2004, p. 353.

<sup>26</sup> *El Mercurio*, 11 de septiembre de 1974.

<sup>27</sup> Liliana DE RIZ, « La lucha de clase en la sociedad chilena: hipótesis para su interpretación », *Revista Mexicana de Sociología*, México, vol. 38, n° 1, 1976, pp. 127-149.

<sup>28</sup> Cf. Julio PINTO, *Fiesta y drama. Nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago, LOM, 2014.

<sup>29</sup> Franck GAUDICHAUD, « Retour sur les leçons chiliennes », *Contretemps*, Paris, Textuel, 2004, pp. 166-178.

<sup>30</sup> Franck GAUDICHAUD (coord.), *Amériques latines. Émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

F. Gaudichaud, « Voix du pouvoir populaire, voix des institutions [...] »

mais un port de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais elle lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les Grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort.<sup>31</sup>

---

<sup>31</sup> Eduardo GALEANO, « Ce passé qui vit en nous », in *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, Paris, n°82, août - septembre 2005.